



Déclaration conjointe

FIACAT – ACAT-Burundi

Burundi : la libération de Sandra Muhoza doit ouvrir la voie à celle des prisonniers d'opinion

La FIACAT et l'ACAT-Burundi saluent la libération de la journaliste burundaise Sandra Muhoza après une détention arbitraire de près de deux ans. Cette libération constitue un signal d'espoir et doit ouvrir la voie à la libération de nombreuses personnes encore détenues dans le pays en raison de leurs opinions, de leur engagement citoyen ou de leurs activités politiques.

Nos organisations demeurent toutefois profondément préoccupées par la situation de plusieurs catégories de détenus dont le maintien en détention soulève de sérieuses inquiétudes quant au respect de l'État de droit. Il s'agit notamment :

- Des prisonniers d'opinion ou des personnes détenues pour des motifs politiques ;
- Des personnes ayant déjà purgé leur peine mais qui demeurent toujours en détention ;
- Des personnes bénéficiant de décisions judiciaires ordonnant leur libération mais qui restent néanmoins incarcérées.

Ces situations constituent de graves violations des principes fondamentaux de la justice et de l'État de droit.

La FIACAT et l'ACAT-Burundi rappellent que le Burundi est partie à plusieurs instruments régionaux et internationaux de protection des droits humains, qui garantissent notamment le droit à la liberté et à la sûreté ainsi que le droit à un procès équitable.

Nos organisations appellent les autorités burundaises à saisir l'opportunité créée par la libération de Sandra Muhoza pour engager des mesures concrètes en faveur de la libération des prisonniers d'opinion et des personnes détenues illégalement, et pour renforcer le respect de l'État de droit et des libertés fondamentales dans le pays.